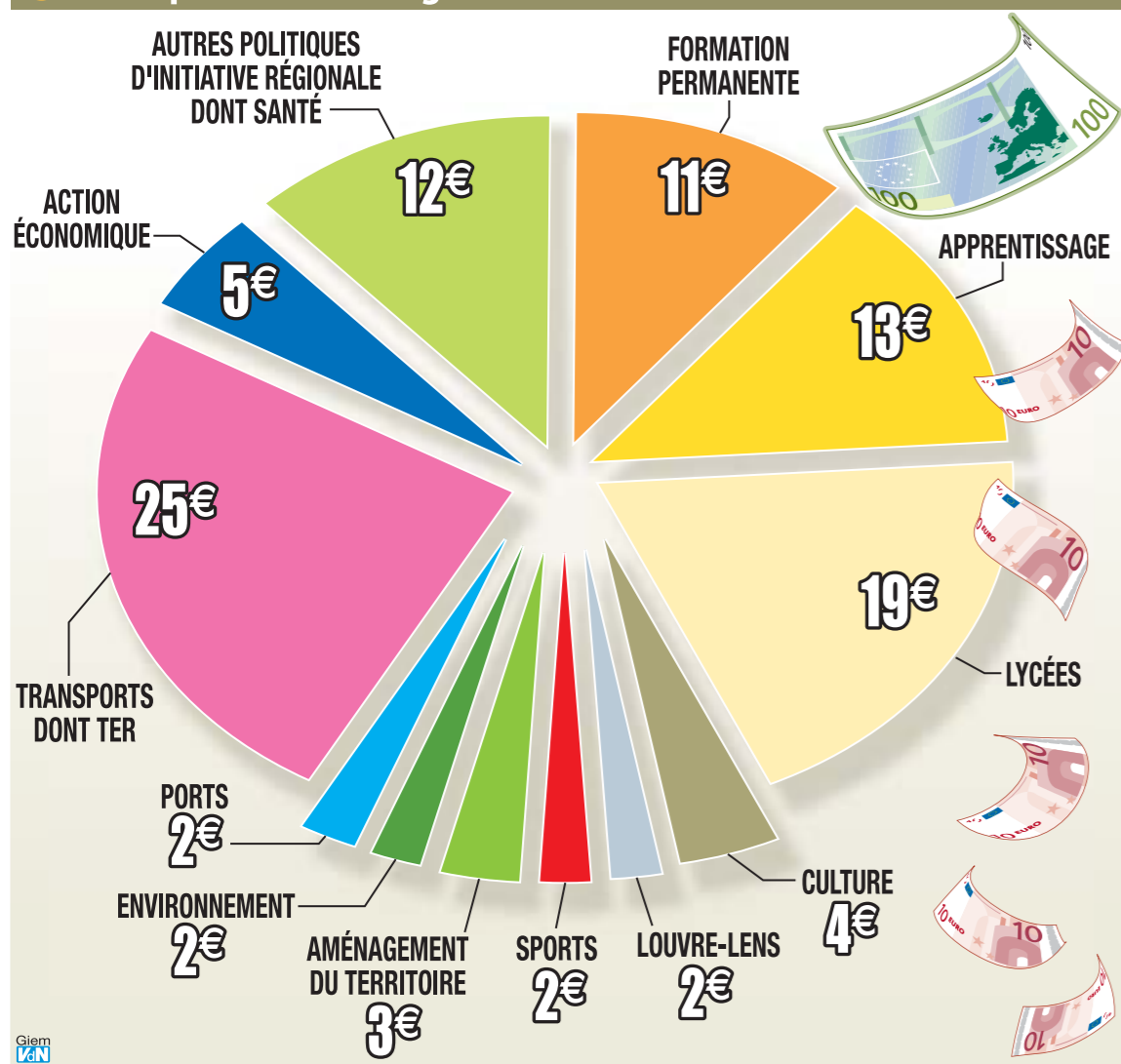


CONSEIL RÉGIONAL

Un projet de budget qui cherche sa majorité

→ Les dépenses de la Région en 2013 Ventilation sur 100 euros



Trois jours pour examiner un projet de budget d'un montant de près de deux milliards dans un contexte économique défavorable. La majorité de l'exécutif PS-écologistes



LES CLÉS

1. Le contexte
Les conseillers régionaux entament aujourd'hui un marathon budgétaire de trois jours. Enjeu des débats : un budget proche de 2 milliards sans augmentation fiscale, puisque le tarif des cartes grises ne bouge pas... mais avec une baisse sensible des investissements et de l'emprunt.

2. La nouveauté
L'exécutif associant socialistes et écologistes ne dispose plus de sa courte majorité absolue dans l'hémicycle. Un nouveau groupe politique présidé par Michaël Moglia, la gauche maintenant, regroupe six élus. Pour autant, l'hypothèse d'un rejet du budget reste peu plausible.

3. Les amendements
Plusieurs dizaines d'amendements proposent de modifier le projet de budget. Certains préconisent des efforts supplémentaires. D'autres en revanche contestent les économies sur la santé et la culture.

C'est le premier rendez-vous budgétaire pour Rudy Elegeest, le vice-président aux finances qui a remplacé Bernard Roman, et sa mission n'est pas de tout repos. Les contraintes s'accumulent sur le budget régional dont les marges de manœuvre se réduisent au fil du temps.

PAR DOMINIQUE SERRA
region@lavoixdunord
INFOGRAPHIES GIEM
PHOTO EDOUARD BRIDE

L'équation budgétaire se complique. La crise et les choix politiques du gouvernement n'apportent pas le ballon d'oxygène espéré par certains.

► Les chiffres clés. Le projet de budget s'équilibre à hauteur de 1,932 milliard d'euros. La section de fonctionnement en représente plus des deux tiers et les investissements correspondent à un troisième petit tiers.

► Dépendance. Privée au fil des années de sa part de taxe d'habitation puis de taxe foncière, la Région dépend désormais pour près de la moitié de ses recettes de dotations d'État. Seule bonne nouvelle, de nouveaux mécanismes de péréquation devraient rapporter six millions d'euros supplémentaires.

► Pause fiscale. « La fiscalité jadis dynamique est devenue volatile », indique Rudy Elegeest. Le dernier levier fiscal reste la carte grise. Après la hausse record de fin 2010 (+40%), le tarif reste inchangé à 45 euros par cheval. Compte tenu de la crise dans le secteur automobile, on prévoit une recette de 123 millions d'euros venant des cartes grises, en chute de 7% l'an prochain. Même pessimisme concernant le produit de la taxe régionale sur les carburants (-5%). En clair, on achète moins de voitures et on roule moins.

► Investissements en baisse. Autre virage, les investissements s'affichent à la baisse de près de 10%. On passe de 632 à 572 millions d'euros. Cette diminution s'explique notamment par la fin des

grands chantiers comme le Louvre-Lens, le Grand Stade ou le vélodrome couvert de Roubaix. « Sur les investissements, les autres Régions ont freiné plus tôt que nous », explique Rudy Elegeest.

► Moins d'emprunts. La Région empruntera moins l'an prochain. On prévoit une enveloppe de 346 millions d'euros contre une moyenne de 419 millions sur la période 2008-2012.

Cette réduction de voileure intervient dans une période où l'argent est plus rare, plus cher... et prêté sur des durées plus courtes. L'encours de la dette régionale progresse, lui, de 4,8%. Son montant atteint 1,9 milliard d'euros... sans une goutte d'emprunt toxique.

► Rigueur au menu. Comment se sont faits les arbitrages du côté des dépenses ? « On n'a pas procédé à

« Sur les investissements, les autres Régions ont freiné plus tôt que nous. »

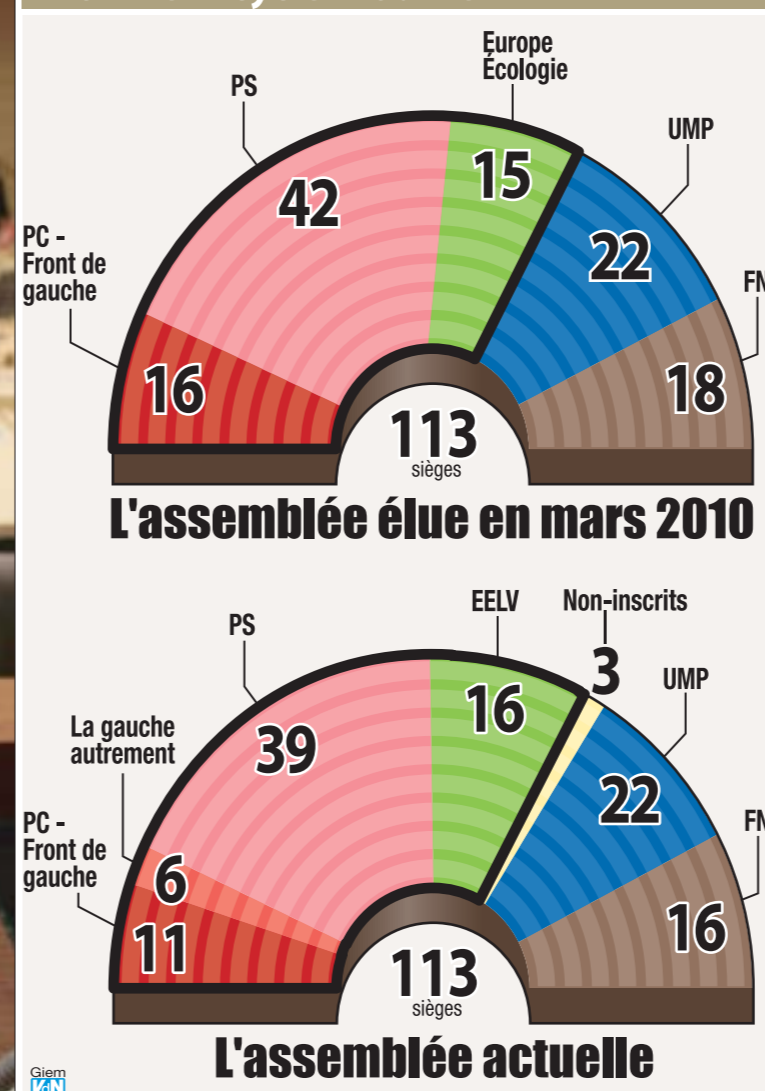
des coups de rabot généralisés ni à des abandons de politiques », assure Rudy Elegeest.

Les dépenses de fonctionnement sont gelées pour la deuxième année consécutive. « L'exercice est difficile car derrière chaque dépense, il y a des attentes de partenaires, des services à améliorer », confie le vice-président aux finances. Le budget « communication » de l'institution régionale va par exemple diminuer de 25% en passant de 6 à 4,5 millions d'euros.

► Efforts ciblés. Si les crédits concernant la santé ou la culture s'affichent à la baisse, d'autres secteurs s'en sortent mieux. C'est le cas de l'action économique qui voit son enveloppe enfler de 16%. Les investissements dans les lycées mobilisent 175 millions, la rénovation urbaine 360 millions.

► Nouveautés. L'année 2013 marquera également l'arrivée de politiques nouvelles. Pour donner un coup de pouce, au côté de l'État, pour le recrutement des emplois d'avenir, la Région a prévu une dépense de 10 millions d'euros dès cette année. ■

→ Un hémicycle modifié



appartient au passé dans un hémicycle qui a évolué.

Un nouveau groupe à gauche

Quelques semaines après avoir claqué la porte du PS, Michaël Moglia est à la tête d'un nouveau groupe politique puisqu'il a reçu le renfort de cinq autres conseillers régionaux.

« La gauche maintenant », c'est l'intitulé de cette nouvelle composante qui s'inspire du slogan de campagne du candidat Hollande (« Le changement c'est maintenant ») et que l'on situera politiquement sur le flanc gauche de l'hémicycle entre le groupe socialiste et celui du Front de gauche.

Toujours président de la commission des finances, Michaël Moglia a donc pour compagnons de groupe un ancien membre d'Europe-Écologie, Sylvain Estager, deux militants du Parti de gauche, Laurent Matejko et Laurence Sauvage, un ancien vice-président de l'assemblée, Michel Autès, et une ex-membre du PS, Marie-Claude Marchand.

Michaël Moglia indique que son départ du PS ne se résume pas à « une aventure solitaire » et a trouvé un écho parmi des élus « clairement à gauche ». Son groupe proposera des amendements, notamment pour rétablir les budgets de la santé et de la culture qui diminuent respectivement de 3 et 4,5 millions d'euros dans le projet de budget.

Majorité relative
L'apparition de ce nouveau groupe complique la tâche de l'exécutif PS-écologistes dont la courte majorité absolue (57 voix sur 113) au sein de l'hémicycle appartient désormais au passé. L'exécutif ne dispose plus que de 55 voix, ce qui constitue néanmoins une majorité relative suffisante pour faire « passer » le budget dès lors que certains élus ou groupes comme le Front de gauche peuvent s'abstenir plutôt que voter contre. ■

« On ne fait pas la chasse aux sorcières, mais... »

Le groupe d'opposition régionale UMP-UDI ne votera « évidemment » pas ce budget 2013 « en trompe-l'œil ». Il miserait lui aussi sur les jeunes, mais en épaulant les entreprises. Et vient de demander la création d'une mission d'information sur les effectifs du conseil régional.

« Avec une gauche tellement plurielle, entre les Écolos, les Verts et Moglia (lire ci-dessous), ne va-t-on pas se retrouver avec un budget en trompe-l'œil ?, demande Philippe Rappeneau, président de l'opposition régionale. On ne votera évidemment pas pour lui. »

Jean-Pierre Bataille, rapporteur pour le budget, croit déceler à propos des emplois d'avenir cofinancés par la Région une « insincérité budgétaire » : « On vole 10 millions dédiés jusqu'ici à l'apprentissage pour une mesure financée seulement à 50% et qui n'apportera ni emploi durable pour les jeunes, ni soutien pour le secteur marchand. »

L'opposition régionale préconise plutôt de « soutenir les entreprises qui embaucheront un jeune, comme en Alsace, région qui n'est pas gérée par des socialistes... »

Soit 9 millions par an, pour Jean-Pierre Bataille.

« Réduire l'emprunt »
Parmi ses autres amendements pour « la jeunesse » et « la justice territoriale », le groupe souhaite notamment étudier l'hypothèse du



Philippe Rappeneau, entouré de Jean-Pierre Bataille, rapporteur pour le budget (à sa droite) et d'Yves Coupé, président délégué.

TER à 1 euro pour les jeunes : soutenir l'école de pilotage de Merville ; et s'interroger sur le financement des plateformes pour l'emploi lancées par Pierre de Saintignon et la fin de la gratuité des transports scolaires LMCU « de Martine Aubry ».

« Réduire l'emprunt et les frais de personnel est la priorité » : une demande de mission d'information des effectifs régionaux vient d'être signée par les vingt-deux conseillers du groupe et un non-inscrit.

« Quels sont les effectifs réels ? Comment sont gérés les recrutements ? On est passé de 1 253 agents en 2004 à 5 995 en 2011, précise Philippe Rappeneau. Les transferts de compétences seuls ne justifient

pas cette hausse. On ne fait pas une chasse aux sorcières, mais on veut s'assurer que le meilleur des services est rendu au meilleur coût. »

Dans le collimateur : les personnels TOS (transférés en 2006 aux collectivités territoriales) alors que 25% de la surface des deux cent lycées de la région ne serait plus utilisée.

« Si on n'a pas la présidence de cette mission, on se posera la question de son impartialité », prévient le président de l'opposition. Les sept membres de la mission plancheront de février à juin. Une précédente mission d'information demandée par le groupe, sur les locaux régionaux, aurait « confirmé ce sur quoi on avait mis le doigt »... ■ CLAIRE LEFFEVRE

PHOTO MAX ROSERAU

Le Front de gauche contre « l'austérité »

Composé en majorité d'élus communistes, le groupe du Front de gauche vient de décliner une nouvelle proposition de Daniel Percheron.

Le président du conseil régional souhaitait le voir rejoindre l'exécutif régional (PS - écologistes) dont il ne fait plus partie depuis 2004. « Ce n'est pas possible, on a des divergences sérieuses », confie Bertrand Péricaud pour expliquer ce nouveau refus.

Les divergences portent sur la politique nationale. « Il n'y a pas de rupture franche avec l'héritage des années Sarkozy », assure Cathy Apourceau-Poly, la porte-parole du groupe, avant d'ajouter à propos de la politique régionale : « On reste toujours confronté au manque de combativité de l'exécutif... la Région doit exiger plus de l'État. »

Dans un passé récent, le Front de gauche a assumé ses différences en refusant une majoration de la taxe régionale sur les carburants comme en votant contre la rénovation



Cathy Apourceau-Poly, porte-parole du Front de gauche.

tion aux frais de la Région du stade Bollaert.

Dans le projet du budget 2013, le groupe s'inquiète du recul du montant de l'emprunt comme de la baisse des investissements. « C'est un choix dangereux pour l'activité

économique, la commande publique est un ressort essentiel pour le BTP », rappelle Bertrand Péricaud. Autre sujet de mécontentement : les coupes prévues dans les budgets régionaux de la culture, de la santé ou encore du sport.

Plusieurs amendements présentés par le Front de gauche auront donc pour objet de faire remonter les crédits, d'aider les petites structures culturelles par exemple.

Pour faire des économies, le groupe propose plutôt de supprimer les aides extralégales de la Région pour les investissements dans les lycées privés.

Au-delà de l'année 2013, les élus du Front de gauche sont préoccupés par la baisse annoncée des dotations d'État pour 2014 et 2015. « Si personne ne bouge, on nous prépare une cure d'austérité », prédit Cathy Apourceau-Poly.

Ces deux dernières années, après avoir vu certains de ses amendements acceptés, le Front de gauche s'est abstenu lors du vote du budget. ■ D. S.

PHOTO EDOUARD BRIDE